

Le dernier prince de Transylvanie

Ferenc Tóth

En 1704, François II Rákóczi fut élu prince de Transylvanie par la diète de ce pays. Avec un appui militaire français, il mena la guerre contre le roi Habsbourg de Hongrie, Léopold puis Joseph. S'il obtint des succès en Hongrie et même la déchéance de Joseph en 1707, il ne parvint jamais à chasser les Impériaux des parties de la Transylvanie qu'ils tenaient. Lorsque le sort des armes tourna en Hongrie, Rákóczi tenta vainement d'insérer la Transylvanie dans le règlement de la paix générale. Des Hongrois traitèrent avec l'Empereur en 1711 et pour Rákóczi commença le temps de l'exil.

In 1704, Francis II Rákóczi was elected Prince of Transylvania by the Diet of Transylvania. With French military support, he led the war against the Habsburg king of Hungary, Leopold and later Joseph. Although he was successful in Hungary and even caused Joseph to be deposed in 1707, he never succeeded in driving the Imperials from the parts of Transylvania they held. When the tide of war turned in Hungary, Rákóczi tried in vain to include Transylvania in the general peace settlement. In 1711, Hungarians made a treaty with the Emperor and Rákóczi went into exile.

La première moitié du XVII^e siècle, et en particulier le règne du prince Gabriel Bethlen (1613-1629), fut considérée comme l'âge d'or de la Transylvanie dans l'historiographie hongroise¹. Le prince Bethlen était non seulement célèbre pour sa splendide cour de Gyulafehérvár, mais il fut le premier qui réussit à jouer un rôle considérable dans la grande politique européenne. Il participa aux côtés des puissances protestantes à la guerre de Trente Ans qui permit à la principauté de Transylvanie de jouer un certain rôle dans les relations internationales de cette période. Ses successeurs, surtout Georges I^{er} et Georges II continuèrent les projets ambitieux de Bethlen, au moins jusqu'à la campagne néfaste du dernier en 1658 en Pologne sans autorisation de la Sublime Porte. Il en résulta des représailles de l'Empire ottoman ce qui provoqua une guerre entre 1661 et 1664. Après le

1. Voir sur l'histoire de la Transylvanie à l'époque de Gabriel Bethlen : Ladislav Makkai, *Histoire de la Transylvanie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1946, p. 224-232 ; Béla Köpeczi (dir.), *Histoire de la Transylvanie*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1992, p. 301-314 ; Jean Nouzille, *La Transylvanie. Terre de contacts et de conflits*, Strasbourg, Revue d'Europe centrale, 1993, p. 153-157 ; plus récemment en français : Dénes Harai, *Gabriel Bethlen. Prince de Transylvanie et roi élu de Hongrie (1580-1629)*, Paris, L'Harmattan, 2013.

traité de paix de Vasvár (1664)², le prince Michel I^{er} Apafi réussit à consolider la situation de sa principauté parmi les puissances européennes. Après avoir réglé les rapports entre la Transylvanie et l'Empire, il se rapprocha de la France ce qui aboutit à la signature d'un traité franco-transylvain à Varsovie en 1677. Appuyée également par l'Empire ottoman et le mouvement d'Émeric Thököly, la principauté de Transylvanie réussit à maintenir son statut autonome jusqu'à la nouvelle guerre turque survenue en 1683 qui allait radicalement modifier sa situation³.

Après les victoires successives des troupes impériales, l'année 1687 de la guerre de reconquête en Hongrie constitua un tournant dans l'histoire de la principauté de Transylvanie. Celle-ci se rapprocha déjà de la Sainte Ligue par un accord secret signé entre Léopold I^{er} et le prince Michel Apafi le 28 juin 1686. En vertu de cette convention, l'empereur promit sa protection à la Transylvanie qui pouvait conserver sa souveraineté en participant à la guerre contre les Ottomans. L'introduction des forces impériales dans la principauté transylvaine avait un double objectif. D'une part, les territoires hongrois reconquis et ravagés n'étaient pas en mesure d'assurer l'approvisionnement de l'armée de Charles V de Lorraine⁴. D'autre part, Léopold I^{er} avait un projet résolu de réunification du royaume de Hongrie afin d'assurer un avenir stable pour sa dynastie en Europe centrale. Après la bataille de Nagyharsány (le 12 août 1687), la « seconde bataille de Mohács⁵ », les forces impériales se saisirent rapidement des principales places fortes en pénétrant en Transylvanie. Le prince Michel Apafi reconnut très rapidement qu'une opposition à cette armée victorieuse aurait été vaine et inutile et envoya une délégation devant les troupes afin de négocier des conditions favorables pour les quartiers d'hiver de l'armée impériale. Le 27 octobre 1687, les négociations aboutirent à la signature du pacte de Balázsfalva⁶. Dans cette convention, le duc de Lorraine accepta, en contrepartie d'une contribution généreuse des ordres transylvains, le principe de l'autonomie politique et économique de

2. Voir sur ce sujet récemment : Karin Sperl, Martin Scheutz, Arno Strohmeyer (dir.), *Die Schlacht von Mogersdorf/St. Gotthard und der Friede von Eisenburg/Vasvár 1664: Rahmenbedingungen, Akteure, Auswirkungen und Rezeption eines europäischen Ereignisses*, Einsenstad (Amt der Burgenländischen Landesregierung), 2016 ; Ferenc Tóth, Balázs Zágórhidi Czigány (dir.), *A szentgotthárdi csata és a vasvári béke – Oszmán terjeszkedés – európai összefogás. La bataille de Saint Gotthard et la paix de Vasvár – Expansion ottomane – Coopération européenne*, Budapest, MTA BTK, 2017.

3. Voir sur ce sujet : Thomas M. Barker, *Double Eagle and Crescent. Vienna's Second Siege and its Historical Setting*, Albany, State University of New York Press, 1967 ; Jean Bérenger, *La Hongrie des Habsbourg, Tome I de 1526 à 1790*, Rennes, PUR, 2010, p. 155-181 ; Philippe Roy, *Louis XIV et le Second siège de Vienne, (1683)*, Paris, Honoré Champion, 1999 ; Philippe Roy, Ferenc Tóth, *La défaite ottomane. Le début de la reconquête hongroise (1683)*, Paris, Economica, 2014.

4. Voir sur sa vie : Beatrix Bastl, « Karl V. Leopold Herzog von Lothringen (1643-1690) », dans Renate Zedinger (dir.), *Innsbruck 1765. Prunkvolle Hochzeit, fröhliche Feste, tragischer Ausklang. Noces fastueuses, fêtes joyeuses, fin tragique. Magnificent wedding, joyous feasts, dramatic end. Jahrbuch der Österreichischen Gesellschaft zur Erforschung des 18. Jahrhunderts* 29 (2014), Bochum, Verlag dr. Dieter Winkler, 2015, p. 57-70 ; Laurent Jalabert, *Charles V de Lorraine ou la quête de l'État (1643-1690)*, Metz, Ed. des Paraigès, 2017 ; Hans Urbanski, *Karl von Lothringen. Österreichs Türkensieger. Biographie*, Wien-München, Amalthea, 1983 ; Paul Wentzke, *Feldherr des Kaisers, Leben und Taten Herzog Karl V. von Lothringen*, Leipzig, Koeheler & Amelang, 1943.

5. Cette appellation fut donnée à la bataille de Nagyharsány au lendemain de l'événement par les historiens de l'époque qui comparèrent cet événement en importance symboliquement à la bataille de Mohács, le 29 août 1526, lorsque les troupes de Soliman le Magnifique écrasèrent l'armée du roi Louis II Jagellon de Hongrie. Voir sur cette bataille : János B. Szabó, Ferenc Tóth, *Mohács 1526 Soliman le Magnifique prend pied en Europe centrale*, Paris, Economica, 2009.

6. Balázsfalva en Transylvanie, aujourd'hui Blaj en Roumanie.

Fig. 1 – Portrait de François II Rákóczi vers 1694.



Source : Országos Széchényi Könyvtár, App. M. 88.

la Transylvanie et garantit le respect et la sécurité de ses habitants. Grâce à cet accord avantageux, le prince bénéficia d'une popularité étendue auprès des Transylvains⁷.

Pendant un certain temps, la cour de Vienne voulut même offrir cette principauté au duc de Lorraine en compensation de ses duchés perdus, mais Charles de Lorraine refusa cette offre craignant « que s'il prétendoit la Transilvanie on ne luy proposa de traiter de la Lorraine et ne voulant pas céder ses droits certains pour une prétention incertaine ny l'espoir de restablir ses enfans dans l'heritage de ses ancestres, pays catholique et le meilleur de

7. B. Köpeczi (dir.), *Histoire de la Transylvanie*..., op. cit., p. 355-356.

l'Europe pour les placer dans le voisinage des Turcs dans une province meslée de toutes sortes de religions et au milieu d'un peuple barbare⁸... ». Dans cette situation la cour de Vienne confia la principauté, au début de 1688, au général Caraffa, nommé gouverneur militaire de Transylvanie. Ce dernier réussit à faire signer par les ordres transylvains une déclaration renonçant à leur autonomie et permettant l'entrée des garnisons impériales dans leurs places fortes et le versement d'un impôt annuel considérable.

Après la mort du prince Michel I^{er} Apafi, survenue le 15 avril 1690, la Porte ottomane nomma Émeric Thököly prince de Transylvanie. Ce dernier entra dans la principauté avec son armée et anéantit les forces impériales à la bataille de Zernyest (le 21 août 1690). Peu après, les ordres transylvains l'élurent prince à la diète de Kereszténysziget. Thököly s'efforça de consolider son pouvoir par une politique de tolérance religieuse et par une diplomatie secrète habile promettant à l'empereur d'adhérer à la Sainte Ligue s'il le reconnaissait prince de Transylvanie⁹. Néanmoins, son règne ne dura pas longtemps car les troupes impériales le chassèrent du pays en octobre de la même année. Le nouveau gouvernement transylvain (*Gubernium*¹⁰ en latin) représenté par Nicolas Bethlen¹¹ et Georges Bánffy¹², pendant la minorité de Michel II Apafi, se rapprocha des puissances maritimes qui soutenaient l'autonomie transylvaine lors des négociations. La cour de Vienne, redoutant le danger d'une principauté autonome, y envoya des troupes impériales pour reprendre les principales places fortes et y nomma le général Jean-Louis de Bussy de Rabutin¹³ gouverneur militaire en 1696. Au début de 1699, la paix de Karlowitz¹⁴ mit un terme à la guerre turque et le royaume de Hongrie et la Transylvanie séparés et privés de leurs institutions furent placés directement sous le gouvernement central de Vienne, ce qui provoqua le mécontentement des ordres transylvains.

La guerre d'indépendance de François II Rákóczi et la Transylvanie

Après le refoulement des Turcs et l'éclatement de la guerre de Succession d'Espagne et de la guerre du Nord, de nouvelles possibilités surgirent pour la Transylvanie qui entretenait des relations fort étroites avec les puissances protestantes. L'action de François II Rákóczi¹⁵ à partir de 1703 offrit à la Transylvanie une nouvelle chance pour rétablir sa

8. ÖStA, Haus-, Hof- und Staatsarchiv, Hausarchiv, Lothringisches Hausarchiv Kt. 74 N° 1 Extrait des registres Tome 2 fol. 55-56.

9. B. Köpeczi (dir.), *Histoire de la Transylvanie...*, op. cit., p. 356-357.

10. Le système du *Gubernium* (gouvernement), fut fondé en 1691. Son siège était à Gyulafehérvár (aujourd'hui Alba Julia en Roumanie), puis à Nagyszeben (aujourd'hui Sibiu en Roumanie) et à Kolozsvár (aujourd'hui Cluj en Roumanie). Il était composé d'un gouverneur (*gubernator*) et des membres désignés par l'empereur parmi les candidats des ordres transylvains. Le premier gouverneur fut Georges Bánffy et Étienne Haller lui succéda en 1709.

11. Nicolas Bethlen (1642-1716), comte, homme d'État transylvain et mémorialiste. Laszlo Szalay (éd.), *Gróf Bethlen Miklós önéletírása*, Pest, Heckenast, 1858.

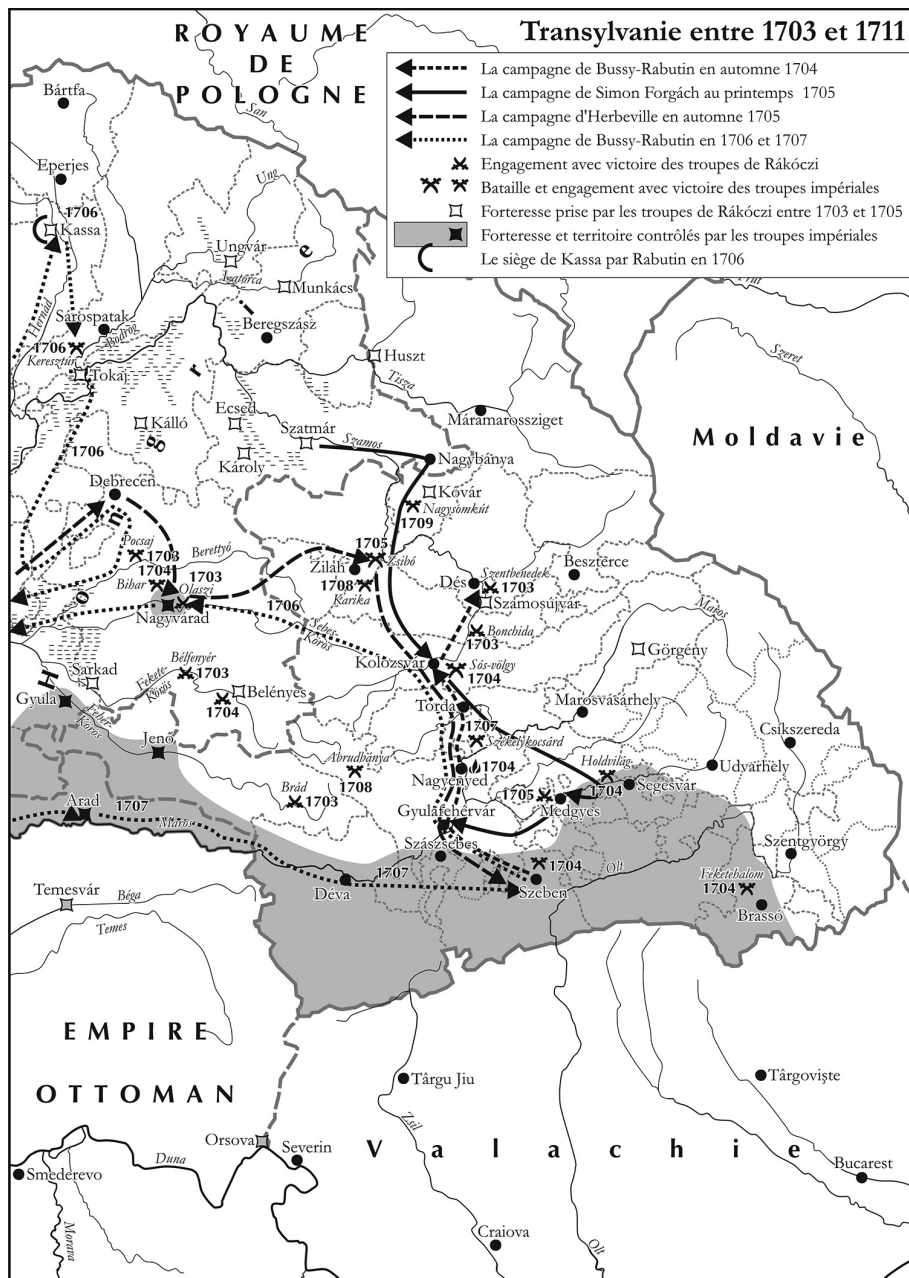
12. *Georges Bánffy (1661-1708)*, aristocrate transylvain, fils de Denis Bánffy (1630-1674), exécuté sous le règne de Michel Apafi I^{er}.

13. Jean-Louis de Bussy-Rabutin (1642-1717), général impérial d'origine française. Voir sur sa vie : Daniel-Henri Vincent, « Bussy-Rabutin, l'heureux maréchal », *Rabutinages*, n° 23, 2013, p. 73-84.

14. Voir sur ce sujet : Jean Béranger (dir.), *La paix de Karlowitz 26 janvier 1699, Les relations entre l'Europe centrale et l'Empire Ottoman*, Paris, Honoré Champion, 2010.

15. Sur sa vie, voir : Émile Horn, *François Rákóczi II*, Paris, Perrin, 1906 ; Márki Sándor, *II. Rákóczi Ferenc*, 2 vol., Budapest, 1907 ; Béla Köpeczi, Ágnes R. Várkonyi, *II. Rákóczi Ferenc*, Budapest, Osiris, 2004 ; *L'autobiographie d'un prince rebelle, Confession et Mémoires de François II Rákóczi*, éd. Béla Köpeczi, Budapest, Corvina, 1977 ; R. Várkonyi Ágnes, *A fejedelem gyermekora* (L'enfance du prince), Budapest, Magyar Könyvklub, 1989 ; Köpeczi Béla, *Döntés előtt, Az ifjú Rákóczi szellemi útjai* (Devant la décision, Les chemins

Fig. 2 – Carte de la Transylvanie sous François II Rákóczi



souveraineté. Dans les années 1701-1702, la politique de bras de fer du comte Jean-Louis de Bussy-Rabutin en Transylvanie ne cessa d'augmenter l'animosité des habitants envers le gouvernement de Vienne ce qui favorisait la popularité de Rákóczi, descendant d'illustres princes de Transylvanie du siècle précédent. Dès l'automne 1703, Rákóczi adressa des manifestes aux ordres et peuples transylvains. Il espérait une coopération militaire efficace avec les armées françaises mais ces illusions se dissipèrent après la bataille de Blenheim (le 13 août 1704). Rákóczi envisagea encore une autre possibilité de pénétration des troupes auxiliaires françaises en Hongrie, notamment par voie maritime en Dalmatie. Compte tenu des difficultés militaires, politiques et économiques auxquelles la France se heurtait dans cette phase de la guerre, le projet de débarquement s'avéra illusoire. Dans cette situation, Rákóczi songea encore à réactiver l'alliance avec l'Empire ottoman, mais cette puissance épuisée dans la dernière guerre ne cherchait plus les hostilités en Europe¹⁶. Pendant un certain temps, il voulut solliciter son beau-père, Émeric Thököly, dont il espérait une diversion en Transylvanie. Finalement, la méfiance des autorités ottomanes et la maladie de Thököly écartèrent cette possibilité de diversion¹⁷.

Parallèlement à l'expansion des mouvements de troupes de Rákóczi dans la Haute-Hongrie, la situation en Transylvanie se dégrada. Les insurgés transylvains subirent des défaites au printemps 1704 et les troupes impériales incendièrent la ville de Nagyenyed, célèbre pour son collège calviniste. Les renforts de Rákóczi arrivèrent en Transylvanie sous la direction du comte Simon Forgách qui réussit à reprendre une majeure partie du pays. Les troupes de Bussy de Rabutin se réfugièrent dans les places fortes de Szeben et Brassó. Le 8 juillet 1704, la diète des ordres transylvains de Gyulafehérvár élut Rákóczi prince de Transylvanie. Les événements militaires des années 1703 et 1704 renforcèrent la coopération entre la France et le prince Rákóczi qui se manifesta dans l'envoi d'un représentant de Louis XIV en Hongrie, le marquis des Alleurs¹⁸ qui arriva en février 1705 en Transylvanie d'où il continua sa route vers la Haute Hongrie. Peu après son arrivée en Hongrie, le marquis des Alleurs composa une description détaillée de la situation hongroise qu'il envoya à la cour de Versailles¹⁹.

Les relations franco-hongroises s'intensifièrent visiblement après l'arrivée du marquis des Alleurs à la cour du prince Rákóczi. Outre la présence active du lieutenant-général, la situation militaire désastreuse de la France nécessitait une coopération plus efficace entre les deux parties. En effet, la défaite des troupes franco-bavaroises à Blenheim, la prise de Gibraltar par les Anglais et la révolte en Catalogne posèrent de gros problèmes pour

intellectuels du jeune Rákóczi), Budapest, Akadémiai Kiadó, 1982 ; Slottman, William B., *Ferenc II Rákóczi and the Great Powers*, New York, Columbia University Press, 1997.

16. Voir à ce sujet : Sándor Papp, « Die Osmanische Diplomatie des Rákóczi-Freiheitskampfes. (1703-1711) », dans Călin Felezeu (dir.), *Studii și cercetări de Turkologie contemporană. Omagiu Profesorului Mihai Maxim*, Cluj-Napoca, Tribuna, 2004, p. 73-87.

17. Béla Köpeczi, *La France et la Hongrie au début du XVIII^e siècle*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1971, p. 80-83.

18. Pierre Puchot, marquis des Alleurs, comte de Clinchamp naquit en 1643 à Rouen, dans une famille parlementaire. Il fit une carrière militaire à partir de 1672 et arrive au grade de brigadier et commandeur de Saint-Louis en 1693. Il épousa en 1694 Marie Charlotte de Lutzelbourg. Il fut chargé de plusieurs missions diplomatiques : envoyé à Berlin en 1697, puis à Cologne en 1701 et à Naples en 1704 d'où il passa en Hongrie auprès du prince Rákóczi. Grâce à sa femme, il fut nommé ambassadeur de France à Constantinople de 1710 à 1716. Il mourut à Paris en 1725. Cf. Mathieu Aubert, « Une nouvelle alliance de revers : la mission du marquis des Alleurs auprès du prince François II Rákóczi », dans Olivier Chaline, Jarosław Dumanowski, Michel Figeac (dir.), *Le rayonnement français en Europe centrale du XVII^e siècle à nos jours*, Bordeaux, Editions de la MSH, 2009, p. 27-38.

19. B. Köpeczi, *La France et la Hongrie...*, op. cit., p. 113.

la France qui ne pouvait plus compter sur des alliés puissants. Le 5 mai 1705, la mort de l'empereur Léopold I^{er} précipita les événements. Son successeur, Joseph I^{er} se montra plus favorable à la paix en Hongrie et les puissances maritimes, l'Angleterre et la Hollande, insistaient de plus en plus sur la nécessité d'un accommodement avec les Hongrois. Dans cette situation, l'objectif de la mission de des Alleurs portait sur l'empêchement de la négociation entre les autorités impériales et les révoltés hongrois qui se déroulaient à Nagyszombat avec la médiation anglo-hollandaise²⁰.

Le problème complexe de la succession de Léopold I^{er} nécessita la convocation de la Diète (les états-généraux hongrois) pour décider des questions les plus importantes. Comme avec la mort de Léopold, les Hongrois n'étaient plus obligés de reconnaître le nouveau roi, Rákóczi pensa proclamer l'interrègne, pour obtenir une alliance formelle avec la France et pour renforcer sa légitimité dans des négociations de paix avec l'Empereur²¹. La Diète se réunit à Szécsény le 12 juillet 1705 et les ordres y proclamèrent une nouvelle forme d'État : la « Confédération des deux patries », le royaume de Hongrie et la principauté de Transylvanie. Rákóczi prit le titre de « duc de la Confédération ». Un Sénat de 25 membres fut également choisi pour aider le nouveau chef d'État dans le gouvernement. Puisque l'interrègne ne fut pas voté, Rákóczi entreprit des négociations avec Joseph I^{er} en nommant des commissaires pour négocier avec la cour de Vienne²².

Rákóczi, étant le successeur des princes de Transylvanie, espérait au moins le trône de cette principauté et voulut s'y rendre dès l'automne, mais le général Herbeville remporta une victoire stratégique sur ses troupes à Zsibó en Transylvanie le 11 novembre 1705. Les troupes d'Herbeville marchèrent de la Haute-Hongrie vers l'intérieur du pays et vers la Transylvanie pour établir un contact avec les forces isolées de Rabutin. La bataille se déroula entre des forces plus ou moins équilibrées, mais les troupes indisciplinées hongroises ne parvinrent pas à résister aux attaques des forces impériales. Les conséquences de la bataille furent immédiates : les Impériaux s'emparèrent de la ville de Kolozsvár une semaine après et réussirent à rejoindre Rabutin. Tandis que l'armée du général Herbeville poursuivait les restes de celle de Rákóczi en Hongrie, les garnisons autrichiennes des villes saxonnes de la Transylvanie occupèrent même les territoires intérieurs de cette principauté. Ainsi le couronnement de Rákóczi à Gyulafehérvár²³ se trouva différé²⁴.

Les négociations débutèrent à Nagyszombat²⁵ le 29 octobre 1705 en présence de médiateurs, notamment de Charles Spencer et de Georges Stepney de la part de l'Angleterre et du baron Van Rechteren-Almelo et J. J. Hamel-Bruyninx, représentants de la Hollande. L'opinion publique des deux puissances maritimes exprimait une sympathie pour les protestants transylvains et leurs représentants reconnurent à la principauté de Transylvanie une certaine souveraineté politique avec autonomie économique et liberté religieuse. Les positions des négociateurs étaient au début très éloignées. Les Hongrois révoltés exigeaient le rétablissement de la libre élection des rois ainsi que de la clause de résistance de la Bulle

20. Voir à ce sujet : Linda and Marsha, Frey « Rákóczi and the Maritime Powers : Uncertain Friendship », dans Béla K. Király, Gunther E. Rothenberg, János M. Bak (dir.), *From Hunyadi to Rákóczi : War and Society in Early Modern Hungary*, Volume III War and Society in East Central Europe, n° 12 in « Brooklyn College Studies on Society in Change », New York, Brooklyn College Press, 1981.

21. Charles W. Ingrao, *Josef I. Der vergessene Kaiser*, Graz, Styria, 1982, p. 145-146.

22. Jean Béranger, Charles Kecskeméti, *Parlement et vie parlementaire en Hongrie 1608-1918*, Paris, Honoré Champion, 2005, p. 154-159.

23. Aujourd'hui Alba Julia en Roumanie, ville épiscopale de Transylvanie.

24. Ch. W. Ingrao, *Josef I...*, op. cit., p. 147-148.

25. Aujourd'hui Trnava en Slovaquie.

d'Or, le respect des lois du pays et des privilèges de la noblesse, la levée d'une armée hongroise et la reconnaissance de la Transylvanie comme principauté indépendante avec la garantie des puissances étrangères. Le roi Joseph I^{er} accordait quelques concessions aux Mécontents, mais il s'opposait fermement à leurs exigences majeures, en particulier il se refusait à leur céder la Transylvanie qui se trouvait désormais sous le contrôle des troupes impériales après la bataille de Zsibó. Joseph I^{er} proposa à Rákóczi en compensation le margraviat de Burgau dans le Saint-Empire, mais ce dernier resta fortement attaché à cette principauté étroitement liée à sa famille²⁶. La question transylvaine devint ainsi le nœud gordien des pourparlers. Le 13 juin 1706, les Mécontents hongrois présentèrent au médiateur anglais leurs ultimes demandes qui comportaient notamment la liberté religieuse, la compétence de la Diète sur les impôts, la suppression de la commission des *Neoacquistica*²⁷, l'évacuation des troupes étrangères du territoire hongrois, l'amnistie générale et le versement de compensations aux chefs révoltés etc. La position de la cour de Vienne s'était nettement durcie : dans sa réponse à la proposition de Rákóczi, même la souveraineté de la principauté de Transylvanie, la condition *sine qua non* du prince, fut mise en question. Les victoires de l'armée impériale en Espagne et en Bavière aggravèrent encore la situation déplorable des Hongrois. Les négociations échouèrent finalement à cause de la Transylvanie et en raison du refus du rétablissement des privilèges de la noblesse hongroise supprimés à la Diète de 1687²⁸.

En 1706, l'armée de Rákóczi remporta quelques victoires : la prise d'Esztergom²⁹ et la libération de Kassa³⁰ assiégée en étaient des exemples évidents. La première ville résistait vaillamment et deux armées impériales de secours se mirent en route pour délivrer la forteresse assiégée à la fin du mois d'août 1706 : l'armée de Rabutin quitta la Transylvanie et se dirigea vers Buda tandis que celle de Starhemberg avançait de l'ouest sur la ligne du Danube. Les Hongrois et les officiers français creusèrent un fourneau au-dessous de la forteresse pour y placer une mine qui fut par la suite détruite par les défenseurs. Une fois le fourneau repris, le commandant impérial capitula le 14 septembre 1706. Le général Rabutin avec l'armée de Transylvanie, encercla le brigadier André Radics dans la ville de Kassa et commença le siège de la ville à la fin du mois de septembre. Il l'abandonna sans succès le 14 octobre et retourna à Debrecen. Au mois de novembre de la même année, les Hongrois remportèrent une nouvelle victoire : leurs troupes sous le commandement des brigadiers Adam Béni Balogh et Émeric Bezerédi, battirent à la bataille de Győr, le major-général Hannibal Heister, qui tomba entre leurs mains. Finalement, le bilan restait positif à la fin de l'année 1706 car ni Rabutin, ni Starhemberg n'avaient réussi à atteindre leur but³¹.

Au début de l'année 1707, Rákóczi convoqua le sénat à Rozsnyó pour délibérer sur la déposition des Habsbourg du trône de Hongrie. Les causes de cette décision résidaient moins dans la situation du pays que dans des considérations de politique extérieure. En effet,

26. Ch. W. Ingrao, *Josef I... op. cit.* p. 152-153.

27. Comité créé en 1688 au sein de la Chambre impériale par Léopold pour régler l'attribution des terres dans les zones reconquises sur les Ottomans. Les héritiers des anciens propriétaires fonciers ne pouvaient récupérer leur bien qu'en fournissant une preuve de propriété et en payant 10 % de la valeur du bien en échange d'un document d'attribution. Cette commission suscite en Hongrie de vifs mécontentements car de nombreux propriétaires ne sont plus en mesure de fournir les documents demandés, tandis que des membres de la Cour impériale se voient attribuer des biens en Hongrie (dont la propriété ouvre la porte à l'indigénat), notamment en échange de créances.

28. J. Bérenger, Ch. Kecskeméti, *Parlement et vie..., op. cit.*, p. 159-160.

29. Ancienne capitale hongroise, située dans la courbe du Danube.

30. Ville importante de la Haute-Hongrie, aujourd'hui Kosice en Slovaquie.

31. B. Köpeczi, *La France et la Hongrie..., op. cit.*, p. 170-174.

il souhaitait continuer la guerre jusqu'au traité de paix général où le prince de Transylvanie devait figurer parmi les signataires. Dans un premier temps, Rákóczi décida de se rendre en Transylvanie afin de s'y faire élire prince pour trouver plus facilement des alliés en Europe. Il formula ainsi ses vœux lorsqu'il se trouva à Marosvásárhely en Transylvanie, au début du mois d'avril : « Rien ne manque à la Transylvanie qu'un bon prince, père de son peuple³² ». La cérémonie d'investiture se déroula d'une manière simple et sobre et les ordres transylvains déclarèrent la déposition des Habsbourg. Lors de la Diète de Marosvásárhely, les ordres transylvains votèrent des réformes militaires et économiques afin de consolider la situation de Rákóczi dans sa principauté. Néanmoins, les efforts des forces transylvaines se révélèrent insuffisants face aux Impériaux qui les chassèrent bientôt en Moldavie. Malgré ses échecs, le titre princier fournit à Rákóczi le statut politique dont il avait tant besoin. Il ne restait plus aux ordres hongrois qu'à suivre l'exemple transylvain.

La diète d'Ónod fut finalement inaugurée le 31 mai 1707. Les travaux de l'assemblée des confédérés commencèrent le 3 juin par les discussions sur la monnaie de cuivre de Rákóczi dont l'inflation aggravait la situation financière de la Hongrie. La majorité des membres de l'assemblée se rallia à l'opinion du comte Bercsényi, défenseur principal de la conservation de la monnaie de cuivre, tandis que deux députés du comitat de Turóc répliquèrent vivement. Le débat changea d'une manière radicale lorsqu'on évoqua les questions épineuses des excès des troupes, des impôts et fournitures de vivres et risquait de tourner à une opposition générale de tous les comitats. À ce moment crucial, le comte Bercsényi prit une initiative agressive en attaquant d'abord verbalement, ensuite *manu militari* les députés de Turóc. Après le massacre des députés, les représailles se poursuivirent contre le comitat de Turóc : l'étendard du comitat fut déchiré, son sceau rompu et son comte suprême (*főispán*) suspendu de ses fonctions. Néanmoins, les débats continuèrent sur la question de la déchéance des Habsbourg et l'interrègne fut proclamé le 13 juin³³.

En 1708, les pays européens belligérants commencèrent à éprouver de l'épuisement et les négociations reprirent pour la préparation d'un traité de paix durable. Rákóczi était bien conscient de l'enjeu de ces négociations et s'efforça d'y participer. Afin de renforcer ses positions, il entreprit des démarches diplomatiques pour créer une alliance entre la principauté de Transylvanie et le royaume de France. Il envoya à Versailles son diplomate, Ladislav Vetési Kökényesdi, qui transmit à Louis XIV, en août 1708, deux projets de traité d'alliance à la cour de France : celui de la confédération du royaume de Hongrie d'une part, et d'autre part celui du prince de Transylvanie. En dehors de la condition de la reconnaissance des deux États, les révoltés hongrois voulaient une assistance diplomatique et militaire considérable de la part de la France, ce qui était alors illusoire. Le ministre Torcy renvoya ses observations sur les deux projets à Rákóczi. Le prince et ses conseillers modifièrent également les documents initiaux. Il semblait que les intérêts pouvaient se rapprocher. Néanmoins, les projets de traité restèrent sur le papier, surtout parce que selon les rapports du marquis des Alleurs on ne prit plus au sérieux les propositions des Hongrois à Versailles³⁴. À part les difficultés de droit international concernant la légitimité de la confédération hongroise et de la principauté transylvaine, la situation économique et militaire de la France ne facilitait pas non plus la réalisation d'une assistance démesurée.

32. Cité par B. Köpeczi (dir.), *Histoire de la Transylvanie...*, op. cit., p. 364.

33. B. Köpeczi, *La France et la Hongrie...*, op. cit., p. 187.

34. Köpeczi Béla, *Magyarok és Franciák* (Hongrois et Français), Budapest, Szépirodalmi Könyvtudományi Kiadó, 1985, p. 131-159.

Dans ces conditions difficiles, toute dépense importante aurait été en opposition avec la raison d'État de la France affaiblie.

Le 3 août 1708, la bataille de Trenčsén marqua un pas vers la fin de la guerre d'indépendance hongroise. Les Hongrois y subirent une grave défaite. Le 16 août 1708, le marquis des Alleurs envoya à la cour de Versailles deux projets de traité d'alliance entre la France et les États et Ordres de la Confédération de Hongrie d'une part et de la Transylvanie d'autre part. Outre la reconnaissance du prince Rákóczi comme chef d'État, ces documents proposaient, entre autres, une alliance entre les deux souverains, l'établissement des liens diplomatiques, un engagement mutuel de ne pas conclure une paix séparée ainsi que l'envoi d'une armée de secours française en Hongrie et de soutiens financiers. Ces projets arrivèrent à Paris en octobre de la même année et Torcy répondit en refusant catégoriquement l'envoi d'une armée en Hongrie et en proposant plusieurs modifications, mais, finalement, les projets de 1708 restèrent lettre morte. La cour de Versailles ne voulait pas s'engager davantage envers le prince Rákóczi, et elle cessa de fournir les modestes subsides accordés auparavant aux Hongrois³⁵.

L'année 1709 marqua un tournant dans les rapports de forces en Europe orientale. Le 8 juillet 1709, l'armée russe battit les Suédois à Poltava et la situation de la guerre du Nord se trouva totalement bouleversée. Charles XII dut se réfugier en territoire ottoman, à près de deux mille kilomètres de la Suède et abandonna ses provinces du sud de la Baltique à ses ennemis. La brillante armée suédoise n'existait plus. Ce changement semblait justifier la politique de François II Rákóczi. Etant bien informé par ses agents de l'état difficile dans lequel la France se trouvait vers la fin de la guerre de Succession d'Espagne, et surtout après la bataille de Malplaquet (le 11 septembre 1709), il entretint des relations diplomatiques de plus en plus fréquentes avec les autres puissances européennes. Rákóczi envoya ses agents non seulement à Versailles, mais à La Haye, à Londres, à Moscou et à Bender, où se trouvait Charles XII après la défaite de Poltava. Au centre de la politique extérieure de l'État de Rákóczi se trouvait le projet d'un compromis austro-hongrois avec la médiation et la garantie des puissances européennes, la France, la Russie, l'Angleterre et la Hollande, intégrées dans la paix générale européenne³⁶. Les envoyés hongrois ne pouvaient mener que des négociations semi-officielles avec les représentants des puissances maritimes. Rákóczi se déclara même prêt à renoncer à son titre princier, mais il voulait maintenir la souveraineté de la principauté³⁷.

À cette époque, la diplomatie de Rákóczi s'engagea dans le processus de paix, notamment dans la réconciliation de la Russie avec la Suède. Son envoyé à Versailles, Vetési Kökényesdi, essaya de rallier la France aux projets russes de Rákóczi. Dans le traité de Varsovie, le tsar promit d'aider la Hongrie contre l'Empereur à condition que la France s'engage comme médiateur dans les négociations russo-suédoises. Ces démarches ne figuraient pas parmi les projets de la France et suscitèrent son mécontentement. Le 7 novembre 1709, Louis XIV nomma le marquis des Alleurs ambassadeur de France à Constantinople et on désigna Fierville comme son successeur. Néanmoins, des Alleurs resta encore deux mois en Hongrie et ne partit qu'en février 1710 pour occuper son nouveau poste. Avant de quitter la Hongrie, des Alleurs fut encore témoin de la bataille de Romhány (le 22 janvier 1710) où l'armée hongroise subit une dernière grande défaite³⁸. Entre-temps, la position de

35. B. Köpeczi, *La France et la Hongrie...*, *op. cit.*, p. 260-273.

36. Eric Schnakenbourg, *La France, le Nord et l'Europe au début du XVIII^e siècle*, Paris, Honoré Champion, 2008, p. 92-93.

37. B. Köpeczi (dir.), *Histoire de la Transylvanie...*, *op. cit.*, p. 364.

38. B. Köpeczi, *La France et la Hongrie...*, *op. cit.*, p. 279-280.

la confédération hongroise se dégrada nettement, de plus, les mauvaises récoltes de l'année 1710, la pénurie, la disette et la dernière grande épidémie de peste en Europe centrale rendirent la guerre encore plus désastreuse pour la population hongroise. La cour de Vienne voulait absolument terminer la guerre et détacher la principauté de Transylvanie du camp de révoltés hongrois. Dans cette perspective, le prince Eugène de Savoie utilisait la force et les promesses envers les partisans transylvains de Rákóczi. Il confisqua les propriétés et rançonna les familles de ceux qui avaient quitté le pays. D'autre part, Joseph I^{er} promit une large amnistie à ceux qui retourneraient en Transylvanie avec la restitution de leurs biens à condition de jurer fidélité aux Habsbourg. Au début de l'année 1711, le prince Rákóczi quitta la Hongrie en mars 1711 en vue de demander une aide militaire et diplomatique à la Russie. Pendant cette période, le baron Sándor Károlyi entreprit des négociations avec le comte János Pálffy afin de préparer un traité de paix. Dans un premier temps, ils conclurent un traité séparé qui céda la place forte d'Ecsed aux Impériaux et en firent part aux forces transylvaines retirées en Moldavie. Ces derniers redoutant l'intervention ottomane en Transylvanie envoyèrent une délégation à Szatmár où le traité de paix fut conclu à l'insu et sans l'autorisation de Rákóczi le 29 avril 1711. Parmi les signataires de ce document nous trouvons plusieurs représentants de la principauté de Transylvanie. Après la conclusion du traité de paix de compromis de Szatmár, presque tous les Transylvains retournèrent dans leur pays où ils firent serment de fidélité à l'empereur tandis que les irréductibles suivaient le prince Rákóczi en exil³⁹.

Le prince Rákóczi se retira en Pologne et n'abandonna pas l'espoir de faire figurer le nom de la principauté de Transylvanie dans le traité de paix final de la guerre de Succession d'Espagne. Afin de gagner le soutien et la médiation des puissances maritimes il envoya son diplomate, Jean-Michel Klement, en Hollande et en Angleterre pour demander le concours de ces gouvernements. Dès le 5 août 1711, Klement présenta un mémoire à la reine Anne dans lequel il sollicitait l'appui de l'Angleterre pour le rétablissement de la principauté de Transylvanie et pour l'inclusion du prince et de la Confédération hongroise dans la paix universelle, mais il n'obtint pas de réponse positive. Rákóczi s'adressa également à la diplomatie française. Le 31 octobre, il demanda que son envoyé, l'abbé Dominique Brenner puisse le représenter à Utrecht auprès de la délégation française. La demande ne fut pas acceptée, ainsi seul Klement eut l'autorisation de se rendre à Utrecht pour y rencontrer les délégués et représenter auprès d'eux la question hongroise.

Klement arriva à Utrecht dans les premiers jours du mois de janvier 1712. Aussitôt, il y présenta aux États de Hollande un mémoire du même contenu que celui envoyé à la reine d'Angleterre. Il y prit contact avec plusieurs personnages qui montraient ouvertement une sympathie pour les protestants hongrois. Afin de sensibiliser l'opinion publique européenne à la cause de la Transylvanie, il fit publier un mémoire en français à Utrecht intitulé *Déduction des droits de la principauté de Transylvanie*. La *Déduction* remporta un certain succès auprès du public réuni aux négociations de paix. Bientôt les réactions arrivèrent aussi. Jean Dumont, rédacteur des *Lettres historiques*, mentionna le mémoire de Klement dans un pamphlet intitulé *Remarques sur la Réponse de Monsieur de... à l'orfèvre sur la pierre de touche* (Utrecht, 1713) : « Les demandes faites à Utrecht ou ailleurs pour la restitution de la Transylvanie ne détruisent pas les droits que l'Empereur a sur cette province qui fait une partie de la Hongrie dont la Maison d'Autriche a joui pendant 185 ans⁴⁰ ».

39. Ferenc Tóth, САТМАРСКИЙ МИР 1711 Г. И ФРАНЦИЯ, dans К А Кочегаров – О В Хаванова – А Шереш (dir.) : *Освободительная война 1703-1711 гг. в Венгрии и дипломатия Петра I.*, Saint Pétersbourg, Nestor-Historia Publishing House, 2013, p. 20-34.

40. Béla Köpeczi (dir.), *Restitutio Transylvaniae. Sources et études*, Budapest, ELTE, 1993, p. 61.

Daniel Ernst Jablonski⁴¹, le célèbre professeur de théologie protestant et grand protecteur des intérêts des protestants hongrois, souligna plutôt la force de la Realpolitik lorsqu'il affirma à Klement au sujet de cet ouvrage : « Le mémoire relatif aux prétentions sur la Transylvanie est bien fait, une seule chose lui manque : une armée qui pourrait l'appuyer et le rendre effectif⁴². »

Finalement, Rákóczi partit de Danzig vers la France et espéra arriver à temps pour influencer la conclusion du traité. Après avoir fait un long voyage maritime, le prince Rákóczi arriva en France à cette période et entra à Paris le 28 janvier. Les dés étaient alors déjà jetés... La proclamation du traité de paix d'Utrecht se fit le 22 mai, huit jours après sa ratification. Le 25 mai 1713, un *Te Deum* fut chanté à Notre-Dame de Paris et le soir même un feu d'artifice splendide eut lieu place de Grève en présence du prince Rákóczi et de l'électeur de Bavière⁴³.

Comme les négociations de paix d'Utrecht s'achevèrent, le 11 avril 1713, sans la signature impériale les opérations militaires continuèrent. La paix fut conclue le 26 mars 1714 à Rastatt par les militaires, le prince Eugène de Savoie et le maréchal de Villars. Villars reçut dès le 24 août 1713 un ordre de soulever, parmi d'autres problèmes, la question de la principauté de Transylvanie. Il en fit un rapport déçu le 5 décembre de la même année : « Je n'obtiendrai rien pour Madame des Ursins, ni pour le Prince Ragotski ». Malgré tout, dans sa lettre du 7 décembre, Torcy insista sur l'appui des Hongrois : « Le Roy a déjà donné ordre au Sr. Maréchal Villars d'insister sur la restitution des biens et sur la liberté de retourner en leur pays (des Hongrois exilés). [...] Il seroit inutile d'insister sur la restitution de la Transylvanie en faveur du Prince Ragotzy. Sa Majesté remet cependant en la prudence du Mal Villars d'en parler s'il en trouve l'occasion en sorte qu'il ne paraisse pas que le Roy veuille abandonner le prince Ragotzy et ceux qui ont suivi constamment son party⁴⁴. » Quand les négociations de paix parurent sur le point d'être rompues, le 25 janvier 1714 Louis XIV rappela à Villars la question hongroise : « Vous n'oublierez rien pour inserer aussy dans ce traité l'art. 36^e qui regarde le prince Ragotzi et les Hongrois. Il ne faut cependant qu'il rompe la paix, et je me desisterois de cette condition si elle pouvoit empêcher le rétablissement du repos public. » La diplomatie française finira par renoncer à exiger l'insertion de la Transylvanie dans le traité de Rastatt⁴⁵.

Le dernier prince de Transylvanie en exil

Rákóczi émigra dans un premier temps en Pologne d'où il partit pour la France en 1713. Il y arriva dans la première moitié du mois de janvier et alla ensuite à Paris. La présence du prince rebelle à la cour royale française était assez gênante pour Louis XIV qui cherchait la paix avec l'empereur. Pour cette raison, Rákóczi devait rester « incognito », sous le nom de *comte de Saaros*. Il resta quand même à la cour de Versailles en s'adaptant à la vie des

41. Voir sur la vie de Daniel Ernst Jablonski (1660-1741) : Hermann Dalton, *Daniel Ernst Jablonski. Eine preußische Hofpredigergestalt in Berlin vor 200 Jahren*, Berlin, Martin Warneck, 1903 ; Joachim Bahlcke (dir.), *Brückenschläge : Daniel Ernst Jablonski im Europa der Frühaufklärung*, Döbel, Stekovics, 2010.

42. B. Köpeczi (dir.), *Restitutio...*, op. cit., p. 62.

43. Lucien Bély, *Espions et ambassadeurs au temps de Louis XIV*, Paris, Fayard, 1990, p. 682.

44. B. Köpeczi (dir.), *Restitutio...*, op. cit., p. 62.

45. Linda Frey and Marsha Frey (éd.), *The Treaties of the War of the Spanish Succession. An Historical and Critical Dictionary*, Westport, Connecticut, London, Greenwood Press, 1995, p. 374.

courtisans jusqu'à la mort de Louis XIV. Son insertion à la société de cour fut facilitée par les parents lointains de sa femme, surtout par l'épouse du marquis de Dangeau⁴⁶.

Rákóczi et son entourage s'installèrent donc dans la région parisienne, d'abord à Chaillot, puis à Passy, ensuite à Clagny. Il touchait une pension et des revenus considérables⁴⁷. Il pouvait certainement mener une vie aisée, mais son entourage avait sans doute besoin de ressources supplémentaires. L'affaire de l'Hôtel de Transylvanie, immortalisée dans la littérature française par le roman de l'abbé Prévost (*Manon Lescaut*, 1731), s'explique en partie par la pénurie financière des anciens combattants⁴⁸. En revanche, il passait son temps plutôt à Versailles. Il noua des relations avec de nombreux personnages célèbres ; nous n'évoquerons ici que les amis les plus proches du prince : le maréchal de Luxembourg, le duc de Breteuil, le duc de Maine, le marquis de Torcy, Madame de Dangeau et le comte de Toulouse⁴⁹. L'événement de la mort du vieux roi fut une rupture dans la vie de Rákóczi. L'homme de la cour de Versailles, le courtisan, devint un ermite retiré du monde. Il loua une petite maison à Grosbois, chez les Camaldules et entreprit la rédaction de ses *Confessions*. Pourtant, il s'informait régulièrement sur les événements politiques et n'attendait que le moment favorable pour recommencer le combat.

La France, endettée suite à la guerre de Succession d'Espagne, n'était pas prête à assumer de nouvelles campagnes coûteuses. En revanche, la reprise des hostilités austro-turques et la continuation de la reconquête du sud de la Hongrie offraient une nouvelle occasion au prince en Orient. Le sultan voulait se servir de Rákóczi pour mener une nouvelle révolte hongroise contre les Habsbourg. Il l'invita donc à Constantinople. Rákóczi, las de l'inactivité politique et menacé des attentats et des intrigues des agents impériaux en France accepta l'invitation et quitta la France en 1717⁵⁰.

D'après les sources historiques, Rákóczi prit le bateau le 16 septembre 1717 à Marseille et arriva à Gallipoli le 10 octobre. À la cour de France, beaucoup de témoins furent surpris de la nouvelle du départ du prince, mais sa présence commençait à gêner le gouvernement du Régent engagé dans la transformation du système d'alliance des puissances européennes. Ainsi les autorités françaises facilitèrent plutôt le départ de Rákóczi. Au moment de l'arrivée des émigrés hongrois en Turquie la guerre austro-ottomane était déjà presque terminée et le traité de Passarowitz dissipa tous leurs espoirs. Finalement, une solution de compromis fut trouvée, à la manière du traité de paix de Karlowitz, qui fut stipulée dans un point du traité conclu le 21 juillet. En vertu du point 15 du traité de paix, les chefs des rebelles hongrois devaient être implantés avec leurs familles dans un endroit loin de la frontière. Finalement la Sublime Porte désigna la ville portuaire de Rodosto, sur le littoral de la mer de Marmara, comme lieu d'accueil des émigrés hongrois⁵¹. Les exilés hongrois, constituèrent un véritable centre spirituel à Rodosto, cette petite ville

46. Grâce au *Journal* du marquis, nous avons des renseignements précis du séjour du prince en France. Cf. *Journal du marquis de Dangeau avec les additions du duc de Saint-Simon* (19 vol.), Paris, 1854-1860.

47. Selon l'estimation de Jean Meyer, il devait avoir, au minimum, 75.000 livres de dotation par an. Jean Meyer, « Saint-Simon et Rákóczi », dans *Colloque franco-hongrois à l'occasion du 300^e anniversaire de la naissance de François II Rákóczi*, Troyes, 1976, p. 243-264.

48. Sur cette affaire, voir : Léon Mouton, *L'Hôtel de Transylvanie*, Paris, 1907. Il est probable que Rákóczi n'y résidant pas, ignorait tout ce qui se passait dans l'Hôtel de Transylvanie. Voir à ce sujet : Gyula Szekfű, *A száműzött Rákóczi*, Budapest, Holnap K., 1993 ; Béla Köpeczi, *A bujdosó Rákóczi*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1991, p. 199-201.

49. Duc de Saint-Simon, *Mémoires*, t. 4, Paris, La Pléiade, 1952, p. 116-117.

50. B. Köpeczi, *A bujdosó...*, op. cit., p. 250-284.

51. Jean Bérenger, *Habsbourg et Ottomans (1520-1918)*, Paris, Honoré Champion, 2015, p. 185-198 ; Rhoads Murphy, « Twist and Turns in the Diplomatic Dialogue : the Politics of Peacemaking in the Early

multiethnique. Rákóczi s'efforça de participer activement aux affaires internationales en envoyant des courriers et des mémoires aux diverses cours européennes, en particulier en France, en Espagne, en Russie ou en Angleterre. Ses agents portèrent souvent le titre prestigieux d'« envoyé du prince de Transylvanie », mais leur crédit auprès des grands monarques restait fort douteux. Tandis que la diplomatie officielle réservait un accueil limité aux projets du vieux prince, les renégats, les émigrés et les aventuriers se précipitèrent autour de sa personne. Il était en relation étroite avec le fameux Alexandre de Bonneval et avec l'officier d'origine transylvaine, Ibrahim Müteferrika⁵² qui fut son agent à la Porte ottomane. Finalement, il mourut le 8 avril 1735 au sein de la petite colonie hongroise de Rodosto. Avec sa mort, une période fut terminée dans l'histoire des mouvements d'indépendance hongroise dont la mémoire exerçait encore une forte influence sur les générations ultérieures⁵³.

Épilogue

François II Rákóczi, le dernier prince de Transylvanie était très fortement attaché à son titre de souverain hérité de ses ancêtres. Dans son ouvrage autobiographique, la *Confession d'un pêcheur* (*Confessio peccatoris*), il constate fièrement : « J'étois l'héritier des Princes libres de Transylvanie ; d'ailleurs les Hongrois ne sont pas sujets de leurs Rois, mais des loix⁵⁴. » Son élection en juillet 1704 par les ordres transylvains fut ainsi l'accomplissement de sa carrière politique basée sur une stratégie familiale. La principauté de Transylvanie resta ainsi une *conditio sine qua non* de la politique et de la diplomatie de Rákóczi. Dans sa *Confession* il en parla ainsi : « Le serment que j'avois fait aux États ne me permettoit point de renoncer à la principauté de Transylvanie. L'honneur et la vaine gloire m'engageoient à y être fidele. Je prevoiois bien que je m'exposois aux miseres et aux inconveniens d'un exil perpétuel, si je n'acceptois pas la loi de l'Empereur⁵⁵. » En effet, cet attachement au titre de prince de Transylvanie devint fatal pour Rákóczi. Lors des négociations de paix, cette question épineuse menaça souvent les arrangements des grandes puissances, comparable à celles d'autres principautés frontalières, comme la Lorraine en Europe occidentale. Rákóczi n'abandonna jamais l'idée de recouvrer sa principauté perdue. Dans un de ses derniers mémoires, adressé vers 1734 à l'Earl of Kinnoul, l'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, Rákóczi argumentait d'une manière très originale pour le rétablissement de la principauté de Transylvanie :

« La connoissance que j'ai des deux Nations, à sçavoir des Hongrois et des Transylvains m'ont porté à cette vuë, beaucoup plus que mes propres intérêts. Pour bien comprendre mon veritable dessein, il faut sçavoir que la Transilvanie ayant été gouverné par des Princes nationaux jusqu'à l'année 1690 a conservé beaucoup plus que les Hongrois l'esprit de nation libre, et depuis le gouvernement autrichien en Hongrie, l'interêt de leurs Princes exigeoit qu'on les éloignât de tant commerce, habitude, liaison et mœurs des Hongrois, en sorte qu'insensiblement il s'est introduit entre eux une espece d'éloignement, tel qu'il en peut avoir entre les Anglois et les Ecossois,

Eighteenth Century », dans *The Peace of Passarowitz, 1718*, dir. Charles Ingrao, Nikola Samardzic et Jovan Pesalj, West Lafayette, Purdue University Press, 2011, p. 75-76.

52. Ferenc Tóth, « Ibrahim Müteferrika, un diplomate ottoman », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 2012 n° 3, p. 283-295.

53. Voir sur ce sujet : B. Köpeczi, *A bujdosó...*, op. cit., p. 463-466.

54. Médiathèque de Troyes, Ms. 2144 *Confession d'un pêcheur* fol. 79.

55. *Idem.* fol. 27.

de façon que si on vouloit les assujettir au Roy de Hongrie, ils ne cesseroient jamais de chercher d'en être delivrés par les secours des Turcs. De surplus la liberté des Hongrois ne pourroit jamais être assurée contre leur Roy sans la liberté de la Transylvanie, ni les differentes Religions ne pourroient jouir de leur liberté legale sans l'independance du Prince...⁵⁶ »

Il faut sans doute voir dans ces propos des idées chères aux protestants anglais sympathisant avec leurs coreligionnaires transylvains, mais aussi une dernière tentative de profiter de la nouvelle situation européenne au milieu des années 1730 où l'ouverture de la question délicate de la succession autrichienne commençait à préoccuper les grandes puissances. Mais le dernier prince de Transylvanie disparut plus tôt que l'empereur et faute de successeur digne de Rákóczi, ce projet tomba rapidement dans l'oubli.

FERENC TÓTH, INSTITUT D'HISTOIRE DU CENTRE DE RECHERCHES EN
SCIENCES, ACADEMIE DES SCIENCES, BUDAPEST

56. National Archives (Londres), SP 97/27 Correspondence Constantinople 1734-1735 fol. 126.